



# Assemblée générale

Distr. générale  
27 février 2012  
Français  
Original: espagnol

---

## Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur la détention arbitraire

### **Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention arbitraire à sa cinquante-neuvième session, 18-26 novembre 2010,**

#### **N° 31/2010 (République bolivarienne du Venezuela)**

#### **Communication adressée au Gouvernement le 9 août 2010**

**Concernant: Santiago Giraldo Florez, Luis Carlos Cossio, Cruz Elba Giraldo Florez, Isabel Giraldo Celedón (seule citoyenne vénézuélienne), Secundino Andrés Cadavid, Dimas Oreyanos Lizcano et Omar Alexander Rey Pérez**

#### **L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.**

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a transmis la communication au Gouvernement vénézuélien.

2. Le Groupe de travail regrette que le Gouvernement n'ait pas fourni les renseignements qui lui avaient été demandés dans la lettre datée du 9 août 2010.

3. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III).

4. Les informations qui ont été communiquées au Groupe de travail concernant l'affaire dont il est question dans la suite du présent document sont les suivantes:

5. Santiago Giraldo Florez et Luis Carlos Cossio, citoyens colombiens, ont été arrêtés le mardi 23 mars 2010 par les autorités vénézuéliennes alors qu'ils prenaient des photos dans les environs de la ville de Maracay. Après leur arrestation, ils ont été présentés au tribunal militaire de Maracay, qui a décidé d'ouvrir une enquête judiciaire pour le délit présumé d'espionnage, qualifié à l'article 471 du Code organique de justice militaire et sanctionné d'une peine d'emprisonnement de vingt-deux à vingt-huit ans en vertu de l'article 472 dudit code.

6. Le 27 mars 2010, quatre jours après leur arrestation, le tribunal militaire de Maracay a délivré un mandat de perquisition visant le domicile et le lieu de travail des détenus, dans la ville de Barinitas. Les autorités y ont trouvé deux documents anciens établissant que Cossio et Cruz Elba Giraldo Florez étaient respectivement médecin et pharmacienne à la Direction de la santé de la 4<sup>e</sup> brigade de l'armée de terre colombienne.

7. Par la suite, le général Alberto Mejía, commandant de la 4<sup>e</sup> brigade de l'armée de terre colombienne, a déclaré que: «Ces personnes ont travaillé ici, à la 4<sup>e</sup> brigade. L'homme était médecin militaire dans notre dispensaire et la femme était pharmacienne. Ces personnes faisaient partie du système de santé des forces militaires et leurs activités professionnelles étaient parfaitement transparentes. Elles n'ont jamais eu le moindre lien avec des activités opérationnelles et n'ont rien eu à voir avec le traitement d'informations confidentielles ou secrètes. Il est possible que ces personnes aient entre-temps pris leur retraite ou quitté l'institution et qu'au cours des formalités normales de départ, elles n'aient pas rendu l'ensemble de leurs documents.».

8. À l'issue des perquisitions, le tribunal militaire de Maracay a ordonné l'arrestation des quatre membres ci-après de la famille de Santiago Giraldo Florez et Luis Carlos Cossio:

- a) Cruz Elba Giraldo Florez (citoyenne colombienne);
- b) Nelson Giraldo Florez (Colombien);
- c) Isabel Giraldo Celedón (citoyenne vénézuélienne);
- d) Secundino Andrés Cadavid (Colombien).

9. En outre, le tribunal militaire de Maracay a ordonné l'arrestation de Dimas Armando Oreyanos Lizcano et d'Omar Alexander Rey Pérez, deux citoyens colombiens qui se trouvaient apparemment sur les lieux où les perquisitions avaient été menées. Les détenus ont été transférés dans la ville de Maracay.

10. Le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela n'aurait informé aucun des services consulaires de la Colombie au Venezuela de la détention de ces huit personnes, manquant ainsi à l'obligation visée à l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 36 de la Convention de Vienne sur les relations consulaires du 24 avril 1963 (à laquelle l'État vénézuélien est partie) et ignorant les garanties judiciaires dont bénéficient les prévenus.

11. Le 29 mars 2010, soit six jours après les premières arrestations, la presse a signalé ces mises en détention. Le Ministère colombien des relations extérieures, par l'intermédiaire du consulat général de Colombie à Caracas, a demandé au Service de renseignements de la République bolivarienne du Venezuela d'autoriser des agents

consulaires à se rendre auprès des détenus Luis Carlos Cossio et Santiago Giraldo Florez en vertu de l'article 5 et de l'alinéa *a* du paragraphe 1 de l'article 36 de la Convention de Vienne sur les relations consulaires. Le Service de renseignements a rejeté la demande de l'État colombien au motif qu'elle avait été présentée en dehors des horaires de visite, ignorant ainsi les prérogatives prévues dans les dispositions internationales citées ci-dessus.

12. Le 30 mars 2010, lors d'une audience, le tribunal militaire de Maracay a refusé la mise en liberté des détenus et ordonné leur transfert dans un centre de détention situé à El Helicoide, siège du Service de renseignements à Caracas. Ces décisions ont été prises alors que le consulat de Colombie à Valencia (juridiction dont dépend Maracay) avait demandé le même jour au juge Alfredo Solórzano, Président du circuit militaire, que l'audience soit reportée étant donné que le consulat ne pouvait pas y être présent en raison de la distance qui sépare les deux villes. Le juge Solórzano n'a pas accepté la demande du consulat et a fait savoir que les détenus étaient assistés d'un défenseur public militaire. Le consulat n'a pas pu assister à l'audience, ce qui a constitué une atteinte à l'alinéa *a* du paragraphe 1 de l'article 36 de la Convention de Vienne sur les relations consulaires et porté préjudice tant aux citoyens colombiens détenus qu'à l'État colombien en empêchant l'exercice d'une prérogative reconnue dans un instrument international de caractère contraignant à la fois pour la Colombie et pour la République bolivarienne du Venezuela.

13. Le 31 mars 2010, le commissaire chargé de l'affaire, Levis Pérez, a confirmé au consulat général de Colombie à Caracas l'arrivée des autres prévenus au centre de détention d'El Helicoide, l'informant par la même occasion qu'une visite consulaire pourrait avoir lieu le 5 avril 2010. Des fonctionnaires du consulat général se sont rendus au centre de détention le matin même et ont été reçus dans l'après-midi par le commissaire. Finalement, les représentants du consulat ont été autorisés à rencontrer les hommes et les femmes séparément mais toujours en présence de l'inspecteur adjoint Jiménez, qui a consigné par écrit la teneur des conversations, bien que le Consul ait expressément demandé que les entretiens se déroulent en privé. La source affirme que les représentants du consulat n'ont pas pu bénéficier de la garantie d'un entretien en privé avec les détenus, ce qui constitue une atteinte aux garanties judiciaires que confère l'assistance consulaire et aux règles relatives à la communication entre les ressortissants de l'État d'envoi prévues à l'article 36 de la Convention de Vienne sur les relations consulaires.

14. La source ajoute que la famille Giraldo est une famille colombienne installée au Venezuela depuis dix-neuf ans et propriétaire depuis dix-sept ans d'une fabrique de glaces et d'un glacier. Luis Carlos Cossio, qui est le compagnon de longue date de Cruz Elba Giraldo Florez, vit et travaille avec la famille Giraldo. Toutes ces personnes ont des permis de séjour valables au Venezuela. Secundino Andrés Cadavid est l'un des employés de la fabrique de glaces et Dimas Armando Oreyanos Lizcano et Omar Alexander Rey Pérez sont des amis de la famille Giraldo.

15. La source estime que les graves atteintes au droit à une assistance consulaire permettent de considérer comme arbitraire la détention de ces personnes. Ses motifs de préoccupation portent sur le respect du droit à la vie, du droit à l'intégrité de la personne, du droit à la liberté et du droit à la sécurité, ainsi que du droit de bénéficier de garanties judiciaires et d'une protection judiciaire.

16. Selon la source, il s'agirait d'une famille colombienne qui vit dans une zone très proche de la frontière avec le Venezuela. Les détentions se sont produites dans un contexte marqué par des tensions constantes entre les deux pays. Les détenus ont été accusés d'espionnage à des dates allant du 23 au 29 mars 2010. Ils ont été jugés pour espionnage par un tribunal militaire. Les citoyens colombiens n'ont pas pu avoir librement accès aux consulaires colombiens. Ils n'ont pas choisi librement leur défenseur puisqu'ils ont été assistés d'un défenseur public militaire, bien évidemment vénézuélien.

17. Le Groupe de travail a pris note de la libération, le 11 mai 2010, des personnes dont il est question.

18. En conséquence, conformément au paragraphe 17 a) de ses Méthodes de travail, le Groupe de travail décide de classer l'affaire.

*[Adopté le 25 novembre 2010]*

---